

Unité départementale du Rhône

Villeurbanne, le 12/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



CIRC

150 cours Albert Thomas

69008 LYON 08

Références : UDR-SSDAS-22-7-ME

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2022 dans l'établissement CIRC implanté 150 cours Albert Thomas 69008 LYON 08. L'inspection a été annoncée le 10/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le CIRC envisage de changer de localisation d'ici la fin de l'année 2022. Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une cessation d'activité à venir du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIRC
- 150 cours Albert Thomas 69008 LYON 08
- Code AIOT dans GUN : 0006104261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) est une instance dépendant de l'Organisation Mondiale de la Santé. L'objectif du CIRC est de promouvoir la collaboration internationale dans la recherche sur le cancer. Le centre réunit des compétences dans les disciplines de laboratoire en épidémiologie et en biostatistique pour identifier les causes du cancer, qui permettront d'adopter des mesures préventives.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité
- Suivi des déchets dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Cessation d'activité	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R512-74	/	
Suivi des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-45	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des équipements en place le jour de la visite, l'Inspection des installations classées appelle l'attention de l'exploitant sur la nécessité de fonder son dossier de cessation d'activité sur l'ensemble des activités ICPE ayant eu cours sur le site depuis le début de son exploitation. Une attention particulière sera donc apportée aux activités liées à l'incinérateur positionné sur le toit de l'immeuble, aux différentes cuves de fioul ayant existé sur le site et à la présence éventuelle de PCB historique.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R512-74

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-75 et R. 512-76.

Constats : Lors de la visite du 6 janvier 2022, l'Inspection des installations classées a constaté, concernant les installations relevables de la nomenclature des installations classées :

- en toiture du bâtiment principal, dans un local dédié, la présence d'un incinérateur mis hors service (bougies non en place) ;

- au 1er étage du bâtiment principal, la présence de 3 tours aéroréfrigérantes. L'exploitant précise qu'une de ces 3 tours est arrêtée depuis de nombreuses années ;

- au niveau -1,

 -> le local TGBT + groupe électrogène qui restera après la cessation d'activité ; A noter que le groupe électrogène est alimenté via un réservoir tampon de 500 litres sous rétention dans le local par une cuve fioul extérieure au bâtiment de 50 000 litres ; la présence de PCB dans le transformateur en place est à investiguer ;

 -> le local de stockage des produits chimiques S21 contenant des flacons de 5 litres de méthanol, 2 propanol, alcool modifié, n-hexane, acétonitrile et chloroforme ;

- au niveau -2, la présence de l'usine de ventilation ;

- en extérieur

 -> au sud du site, la présence d'un groupe froid qui a été installé en 2015 en vue de réfrigérer les locaux sensibles ; ce groupe froid fonctionne avec une alimentation électrique et est relié au circuit des tours aéroréfrigérantes ;

 -> sous la voie de circulation de l'entrée du site, la cuve de 50 000 litres de fioul ;

 -> au niveau -1, la présence de 3 chaudières dont une récente.

Observations : Le constat de ces équipements lors de la visite révèle un écart par rapport à l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 modifié.

Type de suites proposées :

Compte tenu de la cessation d'activité du site envisagé pour l'automne 2022, l'Inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- de se positionner par rapport à la nomenclature des installations classées sous 1 mois;

- d'inclure dans son dossier de cessation d'activité à venir l'historique de fonctionnement et l'impact potentiel engendré de l'ensemble des équipements autorisés durant toute la période d'exploitation du site ; Ce dossier devra donc prendre en compte notamment le fonctionnement de l'incinérateur, la présence d'une cuve de fioul avant celle de 50 000 litres, la présence potentielle encore aujourd'hui de PCB.

Nom du point de contrôle : Suivi des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-45
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux, des déchets POP ou des déchets radioactifs, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau. Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour les collecteurs et les transporteurs, pendant cinq ans dans les autres cas.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure.</p> <p>Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en leur adressant copie du bordereau mentionnant le motif du refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au deuxième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau, ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.</p> <p>Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au deuxième alinéa ci-dessus et l'émetteur en leur adressant copie du bordereau indiquant le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de la réception de ceux-ci. Si le traitement est réalisé après ce délai, une nouvelle copie du bordereau est adressée à son émetteur et, le cas échéant, à l'expéditeur initial, dès que le traitement a été effectué.</p> <p>Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu copie du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.</p> <p>Constats : L'exploitant a précisé à l'Inspection des installations classées que les effluents usagés issus des différents laboratoires sont récoltés dans des bidons afin d'être expédiés vers la société SUEZ RR IWS Chemicals à Givors.</p> <p>Observations : -</p> <p>Type de suites proposées : L'Inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre le bordereau de suivi des déchets correspondant au dernier envoi réalisé <u>sous 1 mois</u>.</p>